



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° 2325SGIMO39

Pouvoir adjudicateur :

Chambre de Commerce et d'Industrie Réunion
5 B rue de Paris – CS 31023
97404 Saint Denis Cedex
Tél : 02 62 94 20 00
Fax : 02 62 94 22 90

Objet de la consultation :

Entrepôts Le Port

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée

Date et heure limites de remise des offres :

Le 02/12/2025 à 12h heure locale - Ile de la Réunion

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

- 1. Objet de la consultation**
- 2. Condition de consultation**
- 3. Dispositions générales**
- 4. Présentation des propositions**
- 5. Conditions d'envoi des propositions**
- 6. Jugement des propositions**
- 7. Renseignements complémentaires**

Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation d'un bâtiment regroupant 4 entrepôts à l'angle de l'avenue du 28 novembre 1942 et rue Jérôme Bosch – Commune du Port.

Article 2 - Condition de la consultation

2-1 Etendue de la consultation

La procédure de consultation utilisée : Procédure adaptée en application des articles, R 2113-1 à 3 ; R2123 -1 et R2123-5 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique

2-2 Type de marché

Marché public de travaux
Classification CPV : **45000000**

Article 3 - Dispositions générales du marché

3-1 Décomposition du marché

3-1-1 Allotissement oui

Liste des lots :

Lot 01	:	Gros Oeuvre
Lot 02.1	:	Charpente / Couverture
Lot 02.2	:	Bardage
Lot 03	:	Menuiserie Extérieure
Lot 04	:	Métallerie / Serrurerie
Lot 05	:	Peinture Extérieure
Lot 06	:	Plomberie
Lot 07	:	Electricité
Lot 08	:	VRD

Variante : Oui

Ouverte entreprise oui aux lot 01 et lot 2.1

Option : NON

3-1-2 Durée du marché

Le délai global des travaux est fixé à 10 mois

Ce marché prendra effet à sa date de notification et se terminera lorsque l'ensemble des travaux objet du présent contrat sera réalisé.

3-2 Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement d'après le RIB fourni par le candidat.

3-3 Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Toutefois, chacun des opérateurs économiques, membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

3-4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-5 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- Le Règlement de Consultation
- L'acte d'engagement,
- Le CCP
- Dossier Plans Architecte
- Dossier Plans BET
- CCTP
- CDPGF
- RICT
- PGC
- Annexe conflit intérêt

3-6 Conditions d'obtention des documents

3.6.1 Obtention des documents (DCE)

- Directement par téléchargement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 4 - Présentation des propositions

4-1 Documents à produire

1. L'acte d'engagement dûment remplis et visés,
2. Le(s) CDPGF dûment remplis et visés
3. Le CCP (Cahier des Charges Particulières) paraphés et visés,
4. Un planning des travaux (+ durée de réalisation),
5. Un mémoire et références de chantiers similaires,
6. Fiche technique sur les matériaux,
7. Fiches données de sécurité,
8. La fiche de visite dûment signée,
9. Les attestations d'assurances,
10. DC1,
11. DC2
12. ou DUME (facultatif)
13. Le 3666-SD (attestation fiscale)
14. URSSAF (attestation sociale)
15. Attestation de non-conflit d'intérêt

Le candidat attributaire produira une attestation sur l'honneur concernant :

- l'interdiction du cumul d'emplois et travail dissimulé,
- qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

A. Situation juridique :

La situation propre des opérateurs économiques

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent). Elle sera signée par le représentant du candidat, en cas de groupement, soit par chacun des membres du groupement, soit par le seul mandataire du groupement si celui-ci produit les habilitations signées de chacun des autres cotraitants. Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles R2142-1 à 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- La remise d'un DC2 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.
- Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières.
- Les candidatures qui sont accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-3 à 5 du décret du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

B. Les capacités économiques et financières

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

C. Les capacités techniques et professionnelles – références requises

L'attestation de la compagnie d'assurance

Le justificatif de la situation au répertoire SIRENE (pour le numéro SIRET)

La preuve des capacités du candidat peut être apportée par tous moyens considérés comme appropriés par l'acheteur (exemple : attestations bancaires, certificats éventuels de qualification professionnelle, agrément etc.).

GROUPEMENT

En cas de groupement, l'intégralité des pièces ci-dessus doit être fournie par **chacun des membres du groupement**.

DUME (Document Unique Européen)

Lorsque le profil acheteur le propose, le candidat peut fusionner son DUME avec celui de l'acheteur.

Si le DUME n'est pas proposé par l'acheteur, le candidat a toujours la possibilité de transmettre son DUME, celui-ci est accepté.

Ces documents devront être datés et signés en original par une personne habilitée à engager l'entreprise. Les candidats pourront utiliser les formulaires DC1, DC2 (nouveau modèle) ou le

document unique de marché européen (DUME) et le 3666-SD rédigé en français, dûment complétés et comportant au minimum les éléments ci-dessus. Ces formulaires sont disponibles sur le site : <http://www.minéfi.gouv.fr> .

4-2 Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française

4-3-Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : **EURO (€)**.

Article 5 - Conditions de dépôt des offres

5.1 Dépôt des propositions

- Directement par téléchargement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 6 - Jugement des propositions

6.1 Sélection des candidatures

Critères de sélection :

- **Prix : 30 %**
- **Délai d'exécution : 30 % (planning de réalisation)**
- **VTO : 40 %**

Les critères retenus pour la sélection des offres seront par ordre de priorité décroissante :

- **Prix (Np) : Note maximale 100 points (pondération 30%)**

L'offre la moins disante, sauf offre anormalement basse, se verra attribuer la note maximale de 100 sur le prix des prestations.

Pour les autres offres, il sera appliqué la formule :

$$\frac{\text{Note maximale} \times \text{prix offre moins disante}}{\text{Prix offre analysée}}$$

- **Délai (Nd) : Note maximale 100 points (pondération de 30 %)**

Délai le plus court : 100 pts

2^{ème} délai plus court : 90 pts

3^{ème} délai plus court : 80 pts

4^{ème} délai plus court : 70 pts

5^{ème} délai le plus court : 60 pts

Les Suivants : 50 pts

Délai incompatible : 0 pts

▪ **VTO (Nv) : Note maximale 100 points (pondération de 40%)**

Indiqué comme ci-après

- ✓ Méthodologie envisagée pour le chantier (coactivité)
- ✓ Effectif prévu sur le chantier, importance du personnel d'encadrement, la qualification des intervenants et la possibilité de mener plusieurs chantiers en même temps,
- ✓ Les fiches techniques du matériel envisagé
- ✓ Les références de l'entreprise
- ✓ Les délais d'approvisionnement, de fabrication et d'intervention.

La note finale N de chaque offre

$$N = (Np \times 0,30) + (Nd \times 0,30) + (Nv \times 0,40)$$

En cas de prix manquant sur les annexes financières, l'offre sera déclarée non conforme. L'attention des concurrents est attirée sur le fait que **toute offre incomplète** sera immédiatement écartée (par exemple : document manquant, prix unitaire manquant).

Déroulement de la procédure :

Les soumissionnaires sont informés des conditions de rejet des offres :

- Les offres parvenues après la date et l'heure limite,
- Les offres qui ne respectent pas les exigences formulées (offres irrégulières)
- Les offres sans rapport avec le marché (offres inappropriées)
- Les offres anormalement basses

Présentation de l'offre : ne seront pas admises les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R2152-1 et 2 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics

Un classement sera établi en cas d'égalité des points entre deux candidats dans la notation finale, le candidat ayant l'offre la mieux disante en fonction des variantes proposées sera retenu. La CCI REUNION se réserve le choix final entre l'offre de base ou sa variante.

Une phase de négociation pourra être ouverte ou pas avec les candidats classés parmi les trois premiers dans chacun des lots.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires les candidats devront faire parvenir au plus tard **5 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande **écrite** à :

- <https://www.marchespublics.gouv.fr>
- Tout candidat qui décide de présenter une offre devra effectuer une visite obligatoire du site avant de remettre son offre. Le site étant en accès libre, les candidats effectueront la visite de manière autonome.
- Renseignements techniques : (cf. article 1.4 du CCP)